

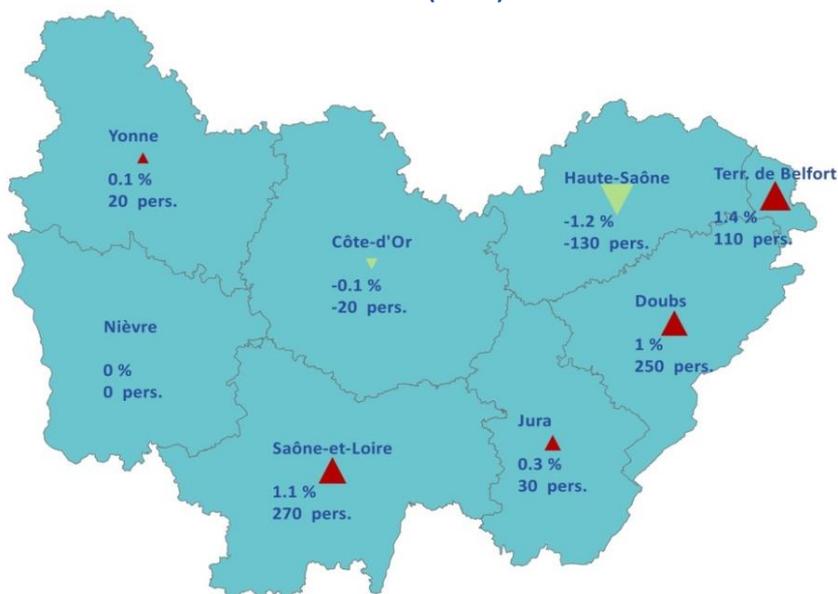
Études Statistiques Évaluation

INDICATEURS TRIMESTRIELS DÉPARTEMENTAUX :

ECONOMIE, EMPLOI, MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUES D'EMPLOI

JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2019



France métropolitaine : Évolution DEFM Cat. A :
- 0,4 % par rapport au 2^{ème} trimestre 2019

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **9 670** (+0,3 % sur un trim.)
Cat. B, C : **7 990** (-0,1 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **17 660** (+0,1 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,1 % au 2^{ème} trimestre 2019
-0,1 pt par rapport au 1^{er} Trim. 2019
(France métropolitaine : 8,2 % ; -0,2 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

85 640 au 2^{ème} trimestre 2019
- 0,2 % par rapport au 1^{er} Trim. 2019

● RECOURS À L'INTÉRIM

3 420 intérimaires au 2^{ème} trimestre 2019
- 2,7 % par rapport au 1^{er} Trim. 2019

Au deuxième trimestre 2019 :

Le Jura a perdu 200 emplois salariés (privés et publics). Cette baisse résulte de la suppression d'emplois permanents et intérimaires. Hors intérim, le département cède des effectifs salariés en raison des pertes observées dans l'ensemble des secteurs d'activités excepté l'agriculture. Sur un an, l'emploi salarié progresse (+0,2 %) dans le département tandis qu'il recule de 0,2 % au niveau régional. Après un rebond le trimestre précédent, le recours à l'intérim est reparti à la baisse (-2,7 % totalisant 3 420 intérimaires). Le volume d'heures consommées sur les douze derniers mois au titre de l'activité partielle augmente légèrement : plus de 55 000 heures ont ainsi été chômées sur les douze derniers mois permettant de préserver plus d'une trentaine d'équivalents emplois temps plein.

Au troisième trimestre 2019 :

Le volume d'heures autorisées au titre de l'activité partielle, qui représente un indicateur avancé de la situation économique, est plus élevé qu'au 3^e trimestre 2018. Les défaillances d'entreprises tombent en-dessous des 40 procédures et menacent plus d'une centaine d'emplois, un nombre en hausse par rapport à l'année dernière. Les créations d'entreprises remontent, comptabilisant près de 240 nouveaux entrepreneurs (hors micro-entrepreneurs). Sur le marché du travail, le nombre d'inscrits à Pôle emploi (catégorie A) croît de 0,3 % par rapport au 2^e trimestre 2019; une évolution similaire au niveau régional. La situation des femmes inscrites de 50 ans et plus s'améliore. A l'inverse les difficultés persistent pour les moins de 25 ans, plus nombreux à s'inscrire ce trimestre, aussi bien chez les femmes que chez les hommes. En un an l'évolution de la demande d'emploi globale incluant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégorie ABC) est plus favorable qu'en région (-0,9 % contre -0,3 %).

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation,
du travail et de l'emploi (Direccte)
de Bourgogne-Franche-Comté

Directeur de publication : Monsieur Jean Ribeil

Réalisation : Service Etudes, Statistiques, Evaluation (SESE) - Tél. : 03.80.76.99.21

Retrouvez nos publications sur www.bourgogne-franche-comte.direccte.gouv.fr

ISSN : en cours

3^{ème} Trimestre 2019

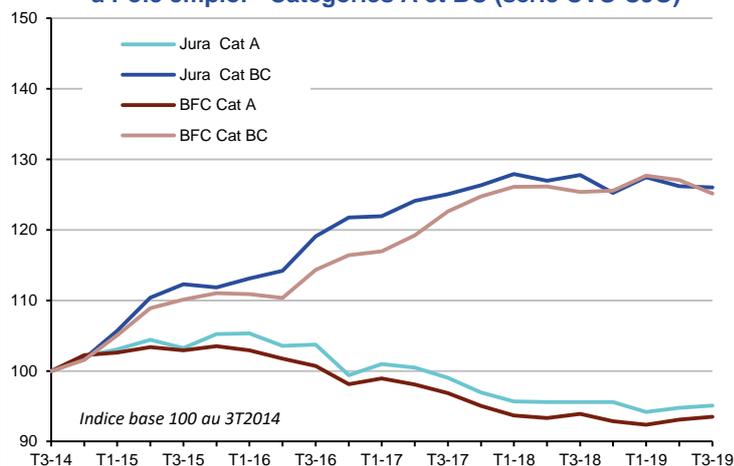
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois			
	T3 2019	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	9 670	+0,3	-0,5
Catégories B, C	7 990	-0,1	-1,4
Catégories A, B, C	17 660	+0,1	-0,9
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	123 980	+0,4	-0,4
Catégories B, C	91 110	-1,5	-0,2
Catégories A, B, C	215 080	-0,4	-0,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Jura		BFC	
	T3 2019	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	4 970	+0,4	+0,8	+0,1
< 25 ans	800	+2,6	+3,2	+2,5
25 - 49 ans	2 760	0,0	+0,6	-0,6
50 ans et plus	1 410	+0,7	0,0	+0,4
Femmes	4 700	+0,2	0,0	-1,0
< 25 ans	720	+4,3	+1,4	-0,2
25 - 49 ans	2 620	+0,4	-0,2	-1,4
50 ans et plus	1 360	-2,2	-0,4	-0,6
Total	9 670	+0,3	+0,4	-0,4
< 25 ans	1 520	+3,4	+2,4	+1,2
25 - 49 ans	5 380	0,0	+0,2	-1,0
50 ans et plus	2 770	-0,7	-0,2	-0,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Jura		BFC	
	T3 2019	Var. (en %) sur 1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégories A, B, C				
Hommes	8 180	-0,1	-0,1	-0,3
< 25 ans	1 290	0,0	+0,5	-0,3
25 - 49 ans	4 770	-0,8	-0,3	-1,2
50 ans et plus	2 110	+1,0	+0,1	+1,7
Femmes	9 480	+0,3	-0,7	-0,4
< 25 ans	1 300	+1,6	-1,0	-2,7
25 - 49 ans	5 450	+0,4	-0,8	-0,7
50 ans et plus	2 730	-0,4	-0,3	+1,6
Total	17 660	+0,1	-0,4	-0,3
< 25 ans	2 590	+0,8	-0,2	-1,5
25 - 49 ans	10 230	-0,1	-0,6	-0,9
50 ans et plus	4 840	0,0	-0,1	+1,6

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T3 2019	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	9 940	0,0	-3,1	-0,6	-0,5
DELD :					
1 à 2 ans	3 630	+0,6	-0,3	-1,2	-5,4
2 à 3 ans	1 730	-1,7	+2,4	-1,4	+3,6
3 ans et plus	2 350	+0,9	+4,9	+1,9	+4,6
Total DELD	7 710	+0,1	+2,0	-0,2	-0,1
Part des DELD	43,7%	0,0 pt	+1,3 pt	+0,1 pt	+0,1 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T2 2019	Moyenne annuelle à fin du T2 2019	
		2019	2018
Assurance chômage	8 920	9 240	9 137
Solidarité - Etat	850	860	1 022
Total DE indemnisés	9 770	10 100	10 158
Formation	780	810	720
Part des DE indemnisés* :			
Jura :	54,4%		
BFC :	49,3%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3 2019	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	488	-27	-5,2	-178	-3,6
Fin de mission d'intérim	175	+4	-2,2	-137	-7,3
Démission	98	+9	+10,1	+43	+4,4
Rupture conventionnelle	125	+4	+3,3	-9	-0,7
Licenc. économique	35	+2	+5,1	-32	-8,8
Autre licenciement	146	+9	+6,3	+24	+1,6
Première entrée ⁽¹⁾	144	-12	-7,5	-124	-6,3
Retour d'inactivité ⁽²⁾	330	+9	+2,7	+214	+6,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	289	-3	-1,0	+118	+3,2
Autre motif ⁽⁴⁾	95	+7	+7,9	+107	+9,9
Motif indéterminé	143	-41	-22,3	-191	-8,1
Total	2 068	-48	-2,3	-165	-0,7

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T3 2019	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	375	-22	-5,5	+117	+2,9
Entrée en stage ou formation	246	+26	+11,8	+256	+9,9
Arrêt de recherche**	179	-13	-6,6	+37	+1,9
dont maladie	95	-8	-8,0	+46	+4,6
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	770	+66	+9,4	+596	+7,0
Radiation administrative	136	-15	-9,9	+66	+4,0
Autre cas ⁽²⁾	181	-9	-4,9	-89	-4,5
Total	1 888	+33	+1,8	+982	+4,7

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.



La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

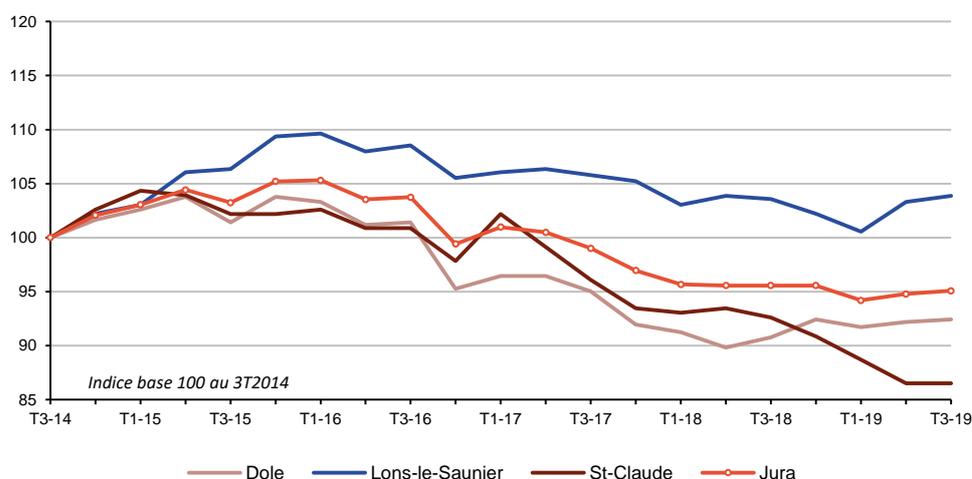
Données CVS-CJO Catégorie A	T3 2019	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Dole	3 910	+0,3	+1,8	49,6	15,9	28,6	8,3
Lons-le-Saunier	3 770	+0,5	+0,3	48,5	16,7	27,6	8,1
Saint-Claude	1 990	0,0	-6,6	46,7	14,1	30,7	8,2
Jura	9 670	+0,3	-0,5	48,6	15,7	28,6	8,2

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2016

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T3 2019	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T3 2019	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Dole	7 150	-0,8	+0,6	3 280	+0,3	+3,1
Lons-le-Saunier	6 850	+1,0	+0,1	2 850	+1,8	+3,6
Saint-Claude	3 660	+0,3	-5,4	1 590	-2,5	-3,0
Jura	17 660	+0,1	-0,9	7 710	+0,1	+2,0

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
660	-2,9	720	+2,9
710	-1,4	740	+12,1
370	0,0	390	-2,5
1 740	-2,2	1 840	+5,1

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2020.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

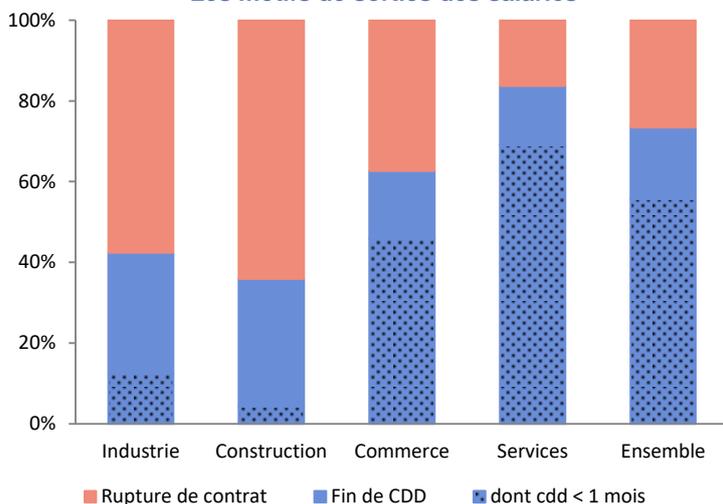
Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Dans les établissements de 10 salariés et plus - hors intérim et hors agriculture

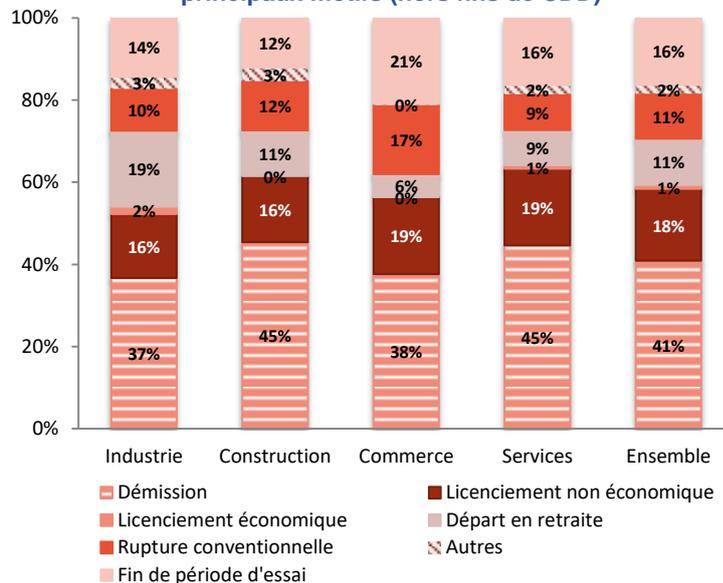
Jura		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
4^{ème} trimestre 2017						
Actifs en emploi		23 645	7 656	13 694	57 547	102 543
Répartition en %		23,1	7,5	13,4	56,1	100,0
Embauches		1 037	178	1 061	4 765	7 041
dont en % :						
CDD		58,2	43,5	73,9	87,0	79,7
< 25 ans		23,1	28,5	54,5	26,4	30,2
25 - 49 ans		56,5	59,8	37,6	50,2	49,4
50 - 54 ans		9,1	8,1	3,8	8,4	7,8
55 ans ou plus		11,3	3,6	4,1	15,1	12,6
Femmes		34,8	13,6	60,9	67,8	60,5
Sorties		975	201	895	4 604	6 676
dont en % :						
Fins de CDD		42,4	35,9	62,6	83,7	73,4
dont CDD < 1 mois		29,2	12,1	73,2	82,5	75,9
Démissions		21,2	29,1	14,1	7,3	10,9
Licenciements économiques		1,0	0,0	0,0	0,1	0,2
Licenc. non économiques		9,0	10,3	7,0	3,1	4,7
Retraite		10,7	7,1	2,1	1,4	3,0
Ruptures Conventionnelles		5,9	7,7	6,3	1,4	2,9
< 25 ans		17,9	24,9	47,7	24,6	26,7
25 - 49 ans		52,0	57,5	41,7	49,5	49,1
50 - 54 ans		8,5	4,9	3,4	8,2	7,5
55 ans ou plus		21,5	12,7	7,2	17,8	16,8
Femmes		36,8	9,7	58,9	68,1	60,6

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2016, actifs en emploi de 15 ans ou plus

Les motifs de sorties des salariés



Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Jura		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
4^{ème} trimestre 2017							
Actifs en emploi		9 375	63 729	15 226	18 167	50 915	3 949
Répartition en %		8,8	59,8	14,3	17,1	47,8	3,7
Embauches		2 126	3 481	551	884	4 263	1 325
dont en % :							
CDD		84,3	75,7	77,6	86,0	85,0	88,2
Sorties		1 783	3 275	499	1 120	4 044	1 117
dont en % :							
Fins de CDD		82,7	70,4	76,3	65,7	81,4	88,0
dont CDD < 1 mois		76,4	72,7	78,0	83,9	80,9	83,7
Démissions		8,3	14,3	8,4	6,1	7,9	5,7
Licenciements économiques		0,1	0,3	0,4	0,2	0,4	0,1
Licenc. non économiques		3,3	5,1	6,0	5,0	3,0	2,2
Retraite		/	0,1	0,2	17,7	2,1	/
Ruptures Conventionnelles		1,3	4,3	2,0	1,9	2,0	0,8

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2016, actifs en emploi de 15 ans ou plus (tous secteurs)

Les entreprises

Activité partielle

Données CJO*	Jura	
	T3 2019	Evol./T3 2018 (en nbre)
Heures autorisées		
Nombre de demandes	19	+1
Volume d'heures autorisées	55 968	+11 765
dont :		
Agriculture	0	-109
Industrie	45 041	+7 101
Construction	3 493	-674
Commerce	459	-795
Services	6 975	+6 242
Etablissements autorisés	19	+1
dont : étabs de 50 sal. et plus	3	/
Nombre de salariés concernés**	125	+78
Total heures autorisées 12 mois glissés	305 913	+30 161

Source : DARES/DIRECCTE BFC

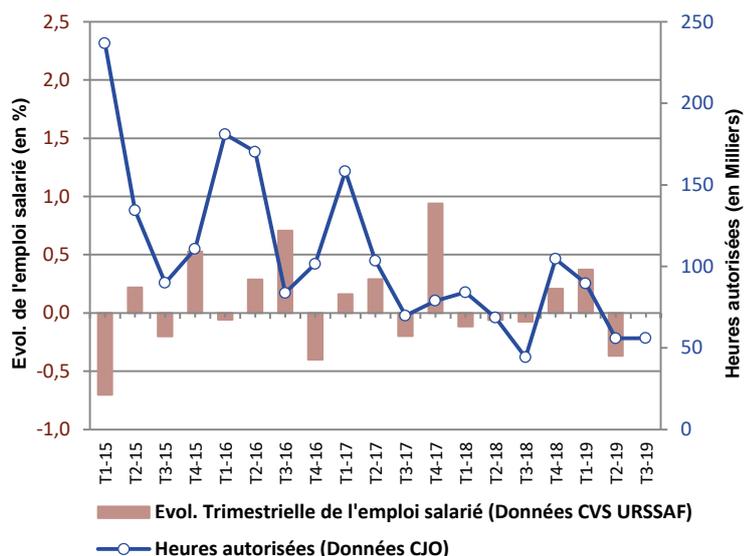
* corrigées des effets des jours ouvrables

n.s. : non significatif

** nombre moyen mensuel

Avertissement : Les données de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : heures autorisées



Données CJO*	Jura	
	T2 2019	Evol./T2 2018 (en nbre)
Heures consommées		
Nombre d'heures consommées*	7 973	-6 566
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	5 176	-5 588
Construction	307	-1 655
Commerce	338	-276
Services	2 152	+954
Etabs ayant consommé des heures	32	+5
dont : étabs de 50 sal. et plus	<3	/
Nombre de salariés concernés**	81	-45
Total heures consommées 12 mois glissés	54 600	+1 370

Source : DARES/DIRECCTE BFC

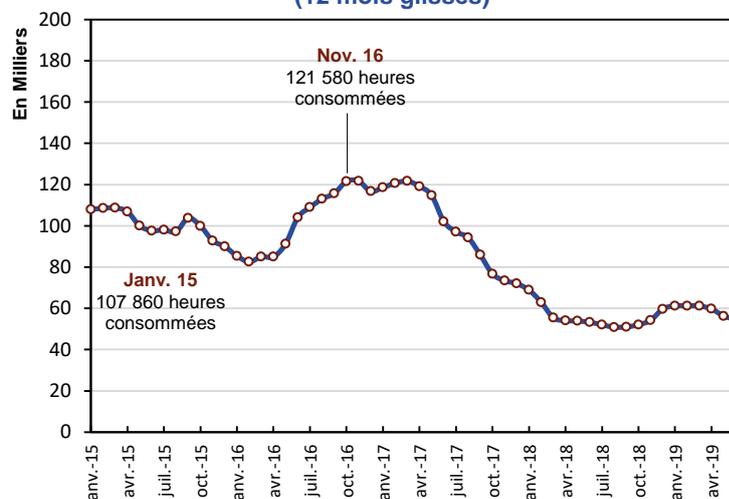
* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** nombre moyen mensuel

n.s. : non significatif

Avertissement : Les données de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Créations d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T3 2019	Evol./T3 2018 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	453	+17,4
dont :		
Entreprises individuelles	130	+17,1
Micro-entrepreneurs	210	+29,6
Sociétés	113	0,0
Cumul sur 12 mois glissés	1 824	+6,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	243	+8,5
Cumul sur 12 mois glissés	1 039	+0,3

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Défaillances d'entreprises

Données brutes	Jura	
	T3 2019	Evol./T3 2018 (en %)
Ouvertures de procédures		
Nombre d'ouvertures de procédures	37	-9,8
dont :		
Sauvegardes	0	n.s.
Redressements judiciaires	17	+41,7
Liquidations judiciaires directes	20	-31,0
Nombre d'emplois menacés	136	+33,3
dont :		
Agriculture	0	n.s.
Industrie	89	+196,7
Construction	14	-36,4
Commerce	26	+100,0
Services	7	-80,6
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	163	-6,9

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement DIRECCTE BFC-SESE

n.s. : non significatif

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Jura 2 ^{ème} trimestre 2019 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	1 740	+80	+4,5	+230	+15,1	1 740	+80	+4,5	+230	+15,0
Industrie	19 600	-30	-0,2	+20	+0,1	21 540	-40	-0,2	-160	-0,8
Industrie agro-alimentaire	3 950	-10	-0,3	+40	+1,0	4 390	-30	-0,7	-70	-1,5
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 300	+10	+0,5	+30	+2,8	1 380	+20	+1,7	+60	+4,8
Equipements élec. électron. info., autres machines	1 030	-20	-1,5	0	+0,4	1 120	+20	+1,5	+30	+2,8
Matériels de transport	470	0	+0,9	0	+0,0	590	0	+0,3	0	-0,7
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	12 850	-20	-0,1	-50	-0,4	14 060	-50	-0,4	-190	-1,3
Construction	5 090	-30	-0,6	+30	+0,6	5 440	-70	-1,3	0	-0,1
Commerce ; réparation auto.	10 940	-30	-0,3	+20	+0,2	11 190	-40	-0,4	+10	+0,1
Services marchands	17 130	-90	-0,5	+80	+0,5	17 650	-80	-0,5	+140	+0,8
Transports et entreposage	4 160	-80	-1,9	+10	+0,2	4 310	-80	-1,8	0	+0,1
Hébergement et restauration	3 010	+30	+1,1	+70	+2,3	3 040	+40	+1,3	+80	+2,5
Information et communication	330	-10	-4,2	-30	-7,4	340	-10	-4,1	-30	-7,1
Services financiers	1 310	-10	-0,5	-20	-1,7	1 330	-10	-0,7	-30	-1,9
Services immobiliers	440	-10	-1,2	-20	-5,2	460	0	-0,2	-20	-3,6
Services aux entreprises	4 050	-20	-0,5	+50	+1,3	4 340	-30	-0,6	+100	+2,3
Services aux ménages	3 830	+10	+0,3	+30	+0,8	3 850	+10	+0,2	+40	+1,0
Services non marchands	28 060	-40	-0,1	-30	-0,1	28 070	-50	-0,2	-40	-0,1
Ensemble	82 560	-140	-0,2	+360	+0,4	85 640	-200	-0,2	+170	+0,2

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

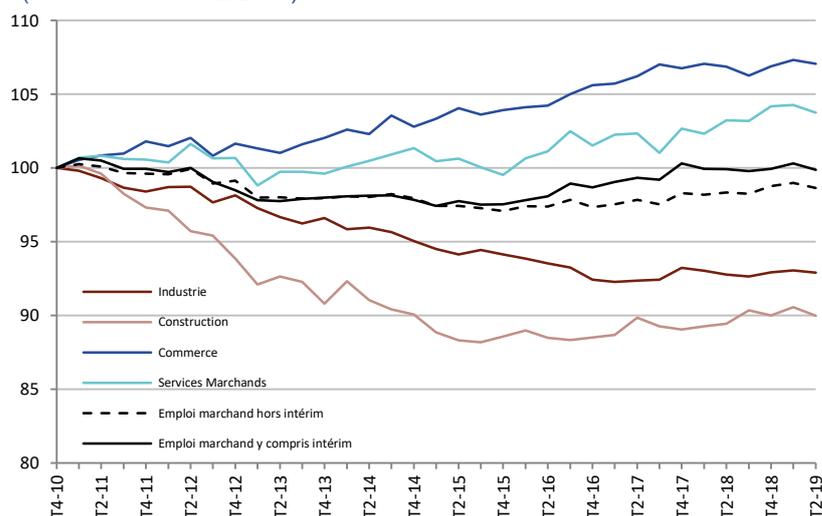
Traitement : Directe BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

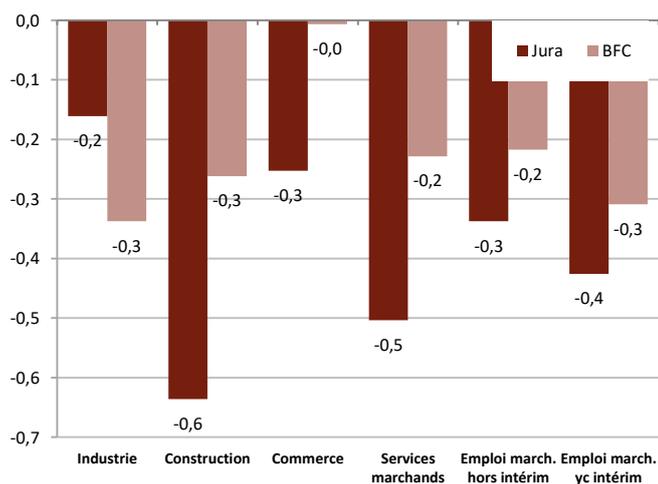
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 1^{er} trim 2019 et le 2^{ème} trim. 2019, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 2 ^{ème} trimestre 2019 (Données CVS)	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	< 5	/	/	0,1	-0,0	< 5	/	/	0,1	-0,9
Industrie	2 030	-1,0	-9,9	9,9	-1,0	1 960	0,0	-8,0	2,2	+0,1
Construction	510	-6,8	-5,7	9,1	-0,6	490	-7,5	-2,0	3,1	+0,3
Commerce	290	-14,5	-10,4	2,7	-0,3	310	-8,8	-6,1	1,5	0,0
Services	590	+2,6	+16,5	2,5	+0,3	600	+9,1	+15,4	1,2	-0,1
Ensemble	3 420	-2,7	-5,7	5,5	-0,4	3 360	-0,6	-3,7	2,0	0,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (source : Acoess-Urssaf), y compris intérim, en fin de trimestre.

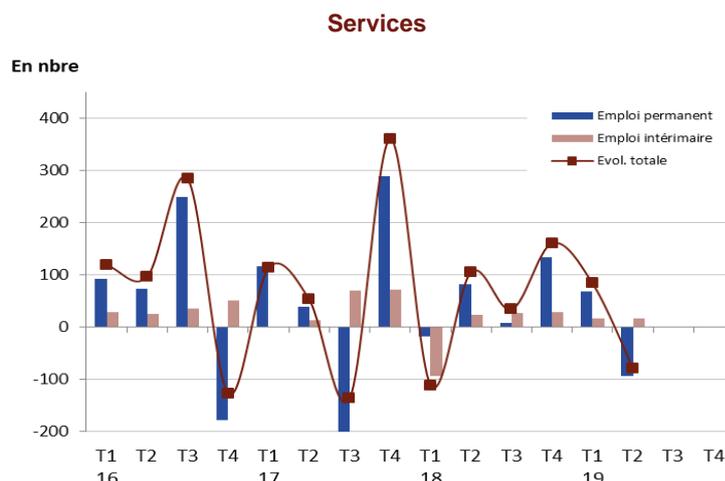
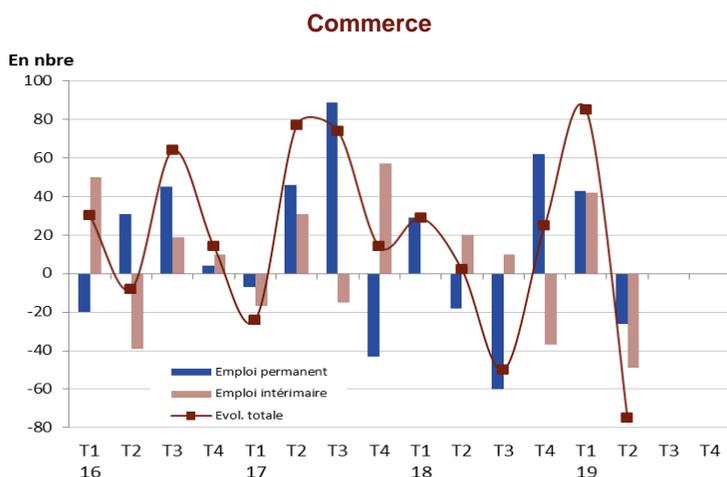
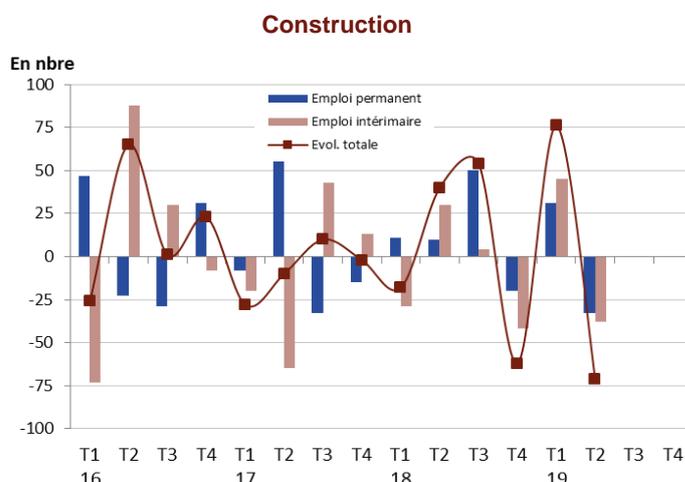
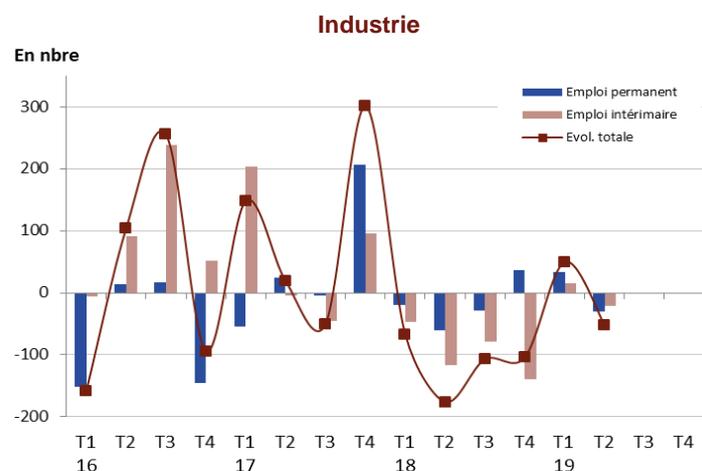
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les séries de l'intérim ont été fortement révisées sur l'ensemble des deux dernières années (voir la note méthodologique disponible sous : http://dares.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/2018_t1_revisionsemploiinterim.pdf).

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe bordeaux
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en rose)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

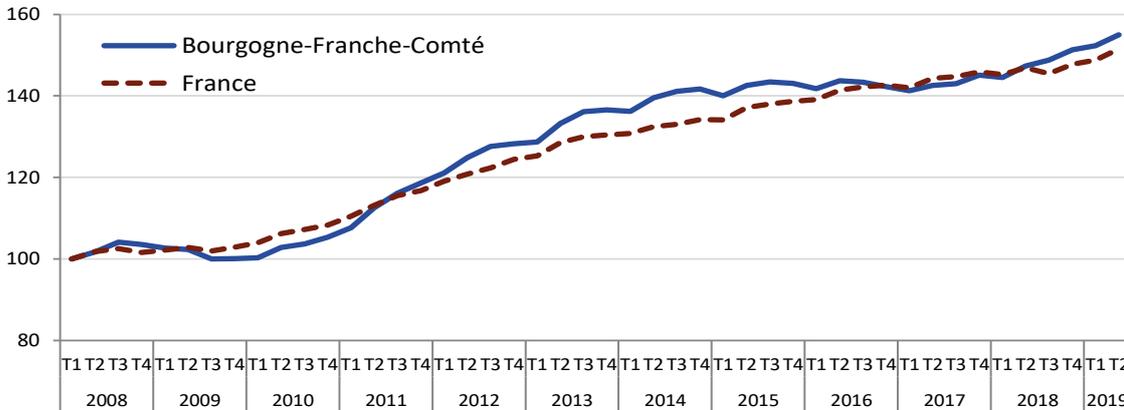
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

2 ^{ème} trimestre 2019	Actifs occupés RP 2016	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 999	213 700	22,0	-0,0	+960	+0,4	123	0,3	+2,5	0	0,0
Doubs	220 427	195 370	20,2	-0,2	-1 360	-0,7	26 106	72,2	+1,9	+1 275	+5,1
Jura	105 268	85 640	8,8	-0,2	+170	+0,2	6 097	16,9	+1,5	+251	+4,3
Nièvre	72 914	66 510	6,9	-0,2	-270	-0,4	16	0,0	+6,7	-1	-5,9
Haute-Saône	92 912	66 020	6,8	-0,2	-220	-0,3	445	1,2	+2,1	+44	+11,0
Saône-et-Loire	212 973	182 930	18,9	+0,0	-20	-0,0	142	0,4	+0,7	+12	+9,2
Yonne	127 995	108 520	11,2	+0,0	-240	-0,2	13	0,0	+18,2	+4	+44,4
Territoire de Belfort	55 671	50 810	5,2	+0,2	-760	-1,5	3 227	8,9	+1,4	+208	+6,9
BFC	1 109 159	969 500	100,0	-0,1	-1 730	-0,2	36 169	100,0	+1,8	+1 793	+5,2

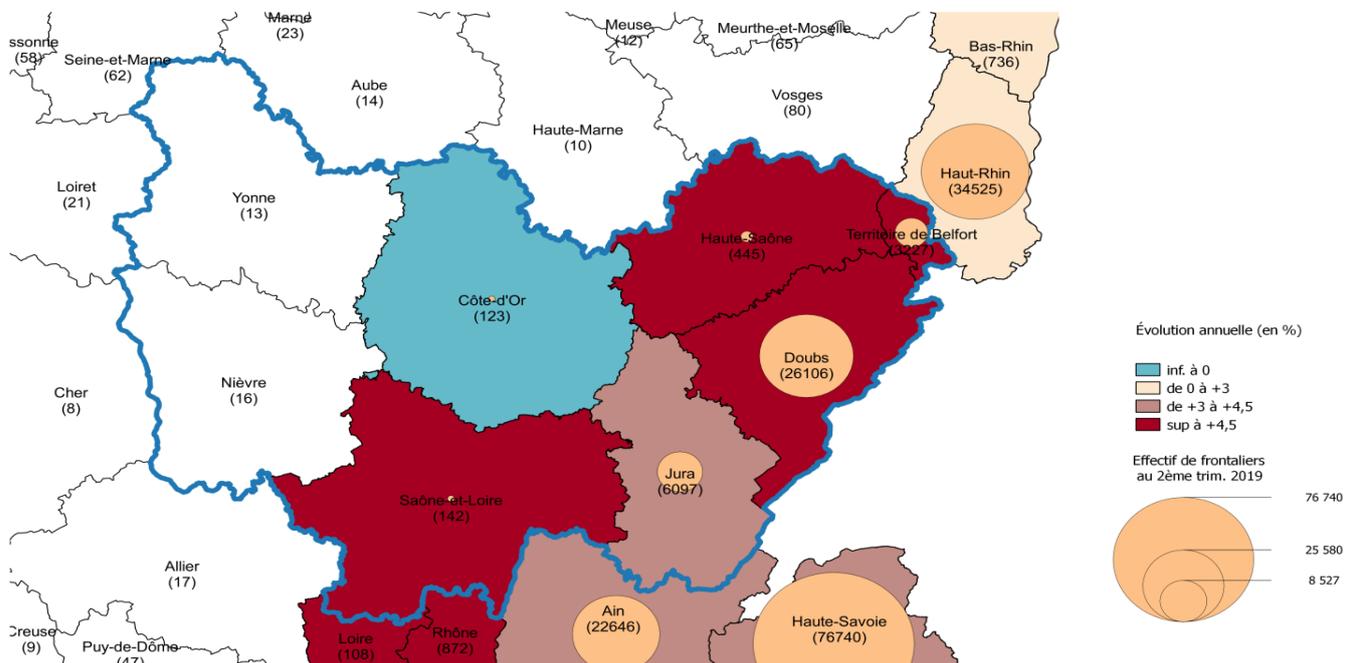
Sources : INSEE - RP 2016 (enquêtes annuelles 2014 à 2018) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 5,1 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 26 106 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC
	T3 2019	Cumul 2019	Var.(%)/ cumul 2018	Var.(%)/ cumul 2018
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	83	267	-24,1	-23,5
dont Education Nat.	0	19	-81,9	-45,9
dont Collectivités	23	52	-8,8	-31,4
dont résidents QPV	8	39	+62,5	-24,1
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	214	504	+75,0	+36,6
dont Garantie Jeunes	21	124	+6,9	+18,2
dont résidents QPV	17	51	+24,4	+33,8
Alternance :				
Contrat apprentissage				
- secteur privé	346	522	+49,1	+29,8
- secteur public	22	25	-3,8	+24,1

Les entrées dans l'insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T1	Cumul	Var.(%)/
	2019	2019	cumul 2018
Côte d'Or	361	361	-5,7
Doubs	541	541	+4,6
Jura	362	362	+42,0
Nièvre	173	173	-1,7
Haute-Saône	142	142	-11,3
Saône-et-Loire	321	321	-18,9
Yonne	379	379	-1,0
Territoire de Belfort	78	78	-40,0
BFC	2 357	2 357	-1,8

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directe-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté
 IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC
	T2 2019	Var.(%)/ trim. année précédente	Var.(%)/ trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	321	-36,1	-32,2
Emploi d'avenir	27	-75,9	-66,8
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	163	+0,4	+10,6
IAE (au 1T2019)	878	-1,8	+0,2

ns : non significatif

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi.

S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscales.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 133 milliards d'euros en 2016, dont 67 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-en-2016>